

Forfatter: Vedel, Peter August Frederik Stoud; Morengejm, Artur Pavlovitj

Titel: BREV TIL: Vedel, Peter August Frederik Stoud FRA: Vedel, Peter August Frederik Stoud; Morengejm, Artur Pavlovitj (1868-05-15)

Citation: Vedel, Peter August Frederik Stoud; Morengejm, Artur Pavlovitj: "BREV TIL: Vedel, Peter August Frederik Stoud FRA: Vedel, Peter August Frederik Stoud; Morengejm, Artur Pavlovitj (1868-05-15)", i *Det nordslesvigske Spørgsmaal, 1864-1879 - aktstykker og breve til belysning af den danske regerings politik (2. bind)*, Henrik Koppels Forlag, s. 148. Onlineudgave fra Danmarks Breve: <https://tekster.kb.dk/text/letters-001825006-002-shoot-L0018250060020085.pdf> (tilgået 29. april 2024)

Anvendt udgave: Det nordslesvigske Spørgsmaal, 1864-1879 - aktstykker og breve til belysning af den danske regerings politik (2. bind)

Ophavsret: Materialet er fri af ophavsret. Du kan kopiere, ændre, distribuere eller fremføre værket, også til kommercielle formål, uden at bede om tilladelse. Husk altid at kreditere ophavsmanden.

[Læs Public Domain-erklæringen](#)

*Bilag Nr. 2 til Direktør P. Vedel Optegnelse om Kongens Brev af 17. Maj 1868.
Direktør P. Vedels Opskrift efter en Samtale med Baron Mohrenheim 15. Maj 1868.
15 mai 1868.*

Vous dites, M., que ce que nous désirons, pourrait s'obtenir en deux termes: cette fois nous devrions nous contenter de la ligne de Aabenraa—Tønder, et plus tard, lorsque les relations entre les deux états se seraient améliorées, lorsque peut-être la Prusse se serait convaincue par l'expérience que même pendant une guerre, elle trouverait toujours en Danemark un voisin tranquille et sûr, alors elle pourrait être amenée à nous céder volontairement le S. et l'Als. Selon moi nous ne pouvons pas nous flatter de cet espoir. Une fois qu'une solution serait acceptée par nous, elle serait regardée par l'Europe entière et surtout par la Prusse comme étant définitive. Nous aurions perdu toute base d'une revendication ultérieure: l'opinion publique en Europe porterait son intérêt sur d'autres points, l'art. 5 de la paix de Prague serait censé avoir reçu son exécution, l'opinion publique en Allemagne prendrait définitivement possession du S. et Als, et si nous nous avisions d'exprimer dans l'occasion l'espoir que la Prusse nous ferait également abandon de ces deux districts, on ne manquerait pas de se récrier sur l'absurdité et l'insolence d'une nation qui demande à une autre l'abandon. 149 à litre gracieux d'un territoire qui lui appartient; et quelle qu'eût été notre attitude pendant une guerre européenne, l'idée ne viendrait sans doute jamais à l'esprit du gouv. pruss., après être sorti de cette guerre et quel qu'en fût le résultat, de nous faire cadeau de ces deux districts.

La question se réduit donc, selon moi, à savoir, si nous pourrions réellement nous contenter de moins que ce que nous demandons, et notamment si nous pourrions trouver un modus vivendi acceptable sans obtenir le S. et l'A.

Vous savez, M. le baron, qu'il ne s'agit pas pour nous d'une de ces acquisitions territoriales ordinaires, où l'on demande 20 milles carrés, mais tout en se disant qu'à défaut 15 ou 10 ou 5 milles carrés seraient peut-être encore un résultat acceptable. Dans notre question il en est tout autrement. Le but est bien défini. Ou ce but sera atteint ou il ne le sera pas, et dans ce dernier cas rien n'aurait été gagné en réalité.

Nous voulons, s'il est possible, réaliser les conditions nécessaires d'une entente durable et intime entre le D. et l'All., d'une réconciliation entière et sincère entre deux nations et deux gouvts. La Prusse veut-elle également ce but, la Russie veut-elle coopérer efficacement à l'atteindre? Veut-on ce but, il faut vouloir également le moyen qui seul puisse y conduire. La question est donc devenue de savoir, si cette entente complète est réalisable, tant que le S. et A. resteront entre les mains des Prussiens.

L'expérience a suffisamment prouvé que ces deux districts sont presque exclusivement danois et, qui plus est, le sentiment national est assurément plus vif et plus profond là que dans le reste du Slesvig danois. Qu'est-ce qui s'ensuivrait si nous faisons avec la Prusse un arrangement qui laissât ces localités à l'Allemagne? Pour le moment évidemment une agitation violente dans le S. et l'A. et en Danemark, plus vive qu'elle ne l'est à l'heure qu'il est, car à présent on n'a ni dans le royaume ni dans le duché perdu encore l'espoir d'ens. 150 arriver à une solution satisfaisante par des décisions pacifiques, mais dès qu'un arrangement définitif aurait été fait, on désespérerait d'obtenir la cession de ces districts par un autre moyen que par les vicissitudes [d']une guerre europ. Et si cette guerre venait à éclater, surtout si la Prusse venait à éprouver des revers, quelle serait alors la position du gouv. vis-à-vis de l'effervescence des esprits? Disait-il que la guerre une fois finie, la Prusse voudrait sans doute récompenser notre sagesse par une cession volontaire? Qui le croirait, et le gouv. danois lui-même le croirait-il? Et en attendant, quelle deviendrait notre position vis-à-vis de la Prusse, abstraction faite d'une complication éventuelle telle que je viens de l'indiquer. Le gouv. danois éprouverait toujours de l'éloignement pour la Prusse, et il aurait en outre à lutter contre une opinion publique qui conserverait toute son amertume entre [c] contre] la puissance qui retient sous son joug un nombre si considérable de danois. Car, soyez convaincu, ce sentiment resterait invariable et deviendrait tous les jours plus enraciné. Que l'on ne croie pas, que lorsque l'opinion publique s'occupe avec une ferveur si extrême du sort de S. et de A., elle joue une comédie, ou qu'elle s'abandonne à un rêve, auquel elle renoncerait dès qu'elle aurait appris, qu'il ne doit pas se réaliser! De génération en génération cette insistance restera la même, à chaque occasion cette demande surgira de nouveau et le gouv. ne pourrait pas ne pas partager ces sentiments!

Il n'est donc pas possible de fermer les yeux sur les effets d'un arrangement qui exclurait le S. et le A. de la cession. D'un côté l'agitation dans les esprits resterait la même ou plutôt elle deviendrait plus vive, et les dangers ne feraient qu'augmenter. De l'autre côté la Prusse, qui s'attendrait à rencontrer une reconnaissance sincère de notre part, se trouverait en présence de sentiments toujours froids de la part du gouv. et vis-à-vis d'une agitation et d'une inimitié toujours plus fortes de la part de l'opinion publique. Ne ses. 151 regarderait-elle pas comme presque trahie par nous, et loin de voir les relations réciproques s'améliorer, nous devrions craindre qu'elles ne devinssent pires que jamais. Vous savez M. le baron, que la manière dont la Prusse exécute l'art. 19 de la paix de Vienne nous met déjà dans les plus grandes difficultés. Quels sujets de conflits et de complications ne présentera pas cet article, si les jeunes gens de S. et de A. se réfugient ici et portent plainte de la manière dont ils sont traités?

Finalement j'ai une observation à ajouter. Un arrangement avec la Prusse aura toujours besoin de la sanction

du rigsdag. Quelle deviendrait la position, si le rigsdag repoussait l'arrangement, parcequ'il n'embrasserait pas S. et A. et cette éventualité n'est nullement improbable?

Voilà les considérations qui se présentent d'un côté. De l'autre qu'est-ce que le sacrifice de ce petit territoire signifie pour la Prusse? Le Cte Bism. dit lui-même et le général M. répète que ces positions militaires ne leur serviraient pas à grand'chose, et qu'ils désirent par des raisons politiques de nous abandonner les districts danois. Il est entendu que le Cte de B. peut par ses propres forces en arriver jusqu'à la ligne de Aabenraa. Mais il ne veut pas risquer son portefeuille pour aller plus loin, pour en arriver là il faut que nous obtenions l'assistance puissante de l'Emp. Vous avez parfaitement raison M. en disant que évidemment M. de B. n'a pas voulu mettre l'Emp. dans la désagréable position d'être débouté à Berl. Or s'il donne le conseil de faire cette tentative auprès du Roi de Pr. c'est bien parcequ'il croit lui-même qu'elle aboutira. Et qui pourra mieux juger de l'état des choses et de l'esprit du Roi de Pr. que lui et qui doit craindre plus que lui qu'un incident de cette nature ne vienne jeter un refroidissement dans les rapports entre les deux souverains.

Opskrift med P. Vedels Haand, mrkt. Nr. 2 og forsynet med Overskriften: Précis d'une conversation avec M. de Mohrenheim le 15 mai 68.